PRÉFET
DE LA RÉGION
ÎLE-DE-FRANCE
Liberté
Égalité
Fraternité

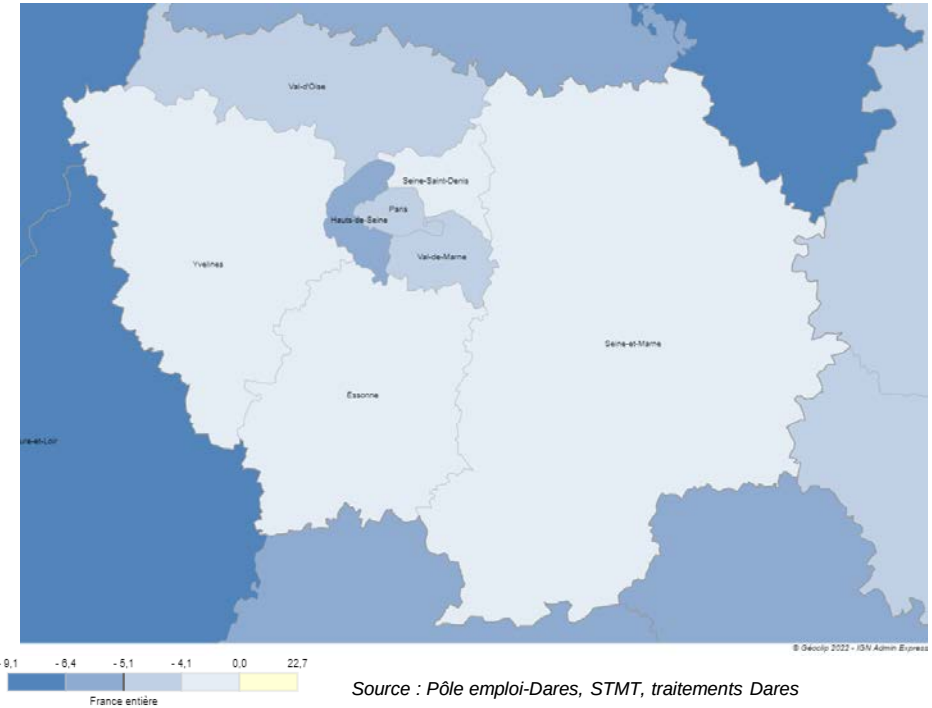
Direction régionale et interdépartementale
de l'économie, de l'emploi,
du travail et des solidarités

SERVICE ÉTUDES STATISTIQUES ÉVALUATION

DOSSIER TRIMESTRIEL DE CONJONCTURE

Évolutions récentes du marché du travail et de l'emploi en Île-de-France

4e trimestre 2022



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares

- **En Île-de-France, au 4e trimestre 2022, le nombre de demandeurs d'emploi diminue à nouveau (-4,4 % en catégorie A et -3,8 % en catégories A, B, C).**
- **Le taux de chômage diminue légèrement au 3e trimestre 2022, à 6,9 % de la population active.**
- **L'emploi salarié poursuit sa croissance au 3e trimestre 2022 (+0,6 %).**
- **La baisse de l'activité partielle se poursuit au cours du 4e trimestre 2022.**
- **Le nombre de procédures et le nombre d'emplois menacés par des PSE ou des RCC augmentent entre le 3e et le 4e trimestre 2022.**

Avertissement : Depuis le mois de janvier 2021, Pôle emploi modernise la procédure d'actualisation des demandeurs d'emploi. Cette **actualisation rénovée** produit des **effets significatif**s dans les séries de demandeurs d'emploi en catégories A, B et C.
Pour la région Île-de-France, cette actualisation a débuté en janvier 2022 pour les moins de 26 ans, en février 2022 pour les 26-29 ans et en **novembre 2022** pour les 30 ans et plus.

Pour plus de détails, voir la note de la Dares : « Incidents et changements de procédure » (page 4 et 5).

- Ce dossier de conjoncture présente les évolutions de l'emploi, du marché du travail et des mesures d'accompagnement des mutations économiques en Île-de-France. Il complète sur un champ plus large notre publication, commune avec Pôle emploi et la Dares, sur les demandeurs d'emploi.

- Les statistiques sont présentées en moyenne trimestrielle. Les évolutions sur le trimestre présentent les variations par rapport au trimestre précédent. Les évolutions sur un an présentent les variations par rapport au même trimestre de l'année précédente.

- La mise en place de nouvelles procédures de production, en lien avec le service en ligne "profil de compétence" de Pôle emploi, a conduit à une surreprésentation des cadres parmi les demandeurs d'emploi. Les statistiques relatives aux demandeurs d'emploi par catégorie socioprofessionnelle ne sont donc plus présentées. En revanche, la qualité des données sur la demande d'emploi par métier et sur les métiers en tension permet d'en reprendre la diffusion.

- Les données mensuelles sur le marché du travail sont mises à jour chaque mois sur le site Internet de la Dares.

- La prochaine publication sera disponible en mai 2023 et portera sur le premier trimestre 2023. N'hésitez pas à nous adresser vos remarques : idf.statistiques@drieets.gouv.fr

Synthèse régionale

Page 5 : Synthèse régionale

Demande d'emploi et chômage

Page 6 : Les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi

Page 7-8 : Les demandeurs d'emploi par département

Page 9 : Les demandeurs d'emploi selon le sexe

Page 10 : Les demandeurs d'emploi selon l'âge

Page 11 : Les demandeurs d'emploi selon le métier recherché

Page 12 : Les demandeurs d'emploi de longue durée et ceux ayant des droits au RSA

Page 13 : Les entrées et les sorties de Pôle emploi

Page 14 : Le taux de chômage

Tensions sur le marché du travail

Page 15 : Les offres d'emploi collectées* par Pôle emploi

Page 16 : Les tensions sur le marché du travail francilien

Page 17 : Les tensions selon les métiers

Emploi

Page 18 : Les déclarations préalables à l'embauche (DPAE)

Page 19 : L'emploi salarié

Page 20 : L'emploi salarié par secteur

Page 21 : Les mouvements de main d'œuvre

Page 22 : L'activité intérimaire

Accompagnement des mutations économiques

Page 23 : Les demandes d'activité partielle

Page 24 : Les plans de sauvegarde de l'emploi (PSE) et les ruptures conventionnelles collectives (RCC)

Synthèse régionale

Demande d'emploi et chômage

Le nombre de demandeurs d'emploi franciliens inscrits à Pôle emploi et immédiatement disponibles (catégories A, B, C) atteint 955 150 en moyenne au *quatrième trimestre 2022*. Parmi eux, 603 410 demandeurs n'ont pas travaillé durant le mois précédent (catégorie A).

En catégorie A, sur le trimestre, la demande d'emploi diminue à nouveau (-4,4 % après +0,5 %), soit - 9,0 % sur un an.

En catégories A, B, C, le nombre de demandeurs d'emploi diminue également (-1,3 % sur le trimestre et -4,2 % sur un an). Sur le trimestre, la demande d'emploi des hommes et des femmes évolue quasiment au même rythme. En revanche, l'évolution est plus défavorable pour les moins de 25 ans par rapport aux autres catégories d'âge.

Les métiers recherchés qui contribuent le plus à cette baisse sur l'année et sur le trimestre sont ceux des services aux particuliers et aux collectivités (catégories A, B, C).

Le nombre de demandeurs d'emploi de longue durée diminue plus fortement au *quatrième trimestre 2022* (-3,4 % après -1,7 % soit -12,7 % sur l'année).

Le taux de chômage, au sens du BIT, diminue légèrement au *troisième trimestre 2022*, s'établissant à 6,9 % de la population active, contre 7,1 % en France métropolitaine.

Tensions sur le marché du travail

La diminution du nombre d'offres d'emploi collectées par Pôle emploi accélère au *quatrième trimestre 2022* (-6,9 % après -4,6 % au trimestre précédent).

Le marché du travail francilien enregistre 45 nouvelles offres d'emploi pour 100 nouvelles demandes en moyenne au *quatrième trimestre 2022*. C'est un peu moins qu'au trimestre précédent (47) et qu'au quatrième trimestre 2021 (51).

Emploi

Au *troisième trimestre 2022*, le nombre de déclarations préalables à l'embauche approche les 2,2 millions en Île-de-France, soit 12,3 % de plus qu'au troisième trimestre 2021.

Au *troisième trimestre 2022*, l'emploi salarié poursuit son augmentation (+0,6 %), en particulier dans les services marchands, hors intérim.

Au *troisième trimestre 2022*, près de 2 millions de contrats d'embauche sont signés dans le secteur privé, soit -3,8 % par rapport au trimestre précédent.

L'emploi intérimaire poursuit sa hausse au *troisième trimestre 2022* (+0,3 % après +0,1 % au deuxième trimestre).

Accompagnement des mutations économiques

Au *quatrième trimestre 2022*, environ 2 160 autorisations d'activité partielle ont été accordées. Elles correspondent à un volume d'heures de travail autorisées à être chômées de près de 48 millions.

Au *quatrième trimestre 2022*, 34 plans de sauvegarde de l'emploi et 17 procédures de ruptures conventionnelles collectives ont été enregistrés. 2 540 emplois sont ainsi menacés dans les établissements de la région.

Demande d'emploi et chômage

Les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi au 4e trimestre 2022

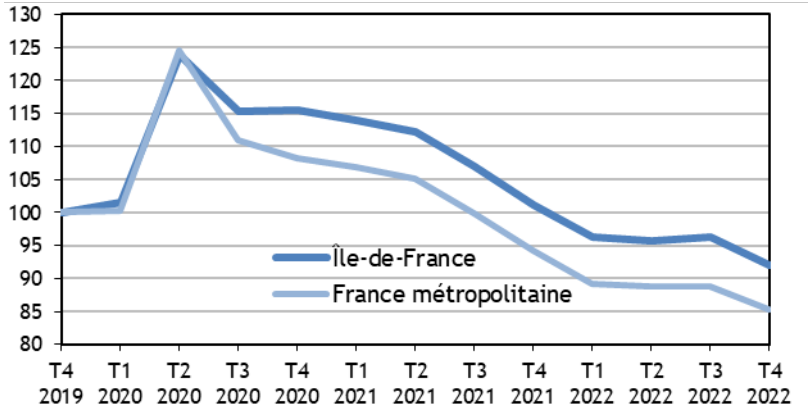
Le nombre de demandeurs d'emploi franciliens au 4e trimestre 2022 diminue à nouveau: -4,4 % en catégorie A et -1,3 % en catégories A, B, C (respectivement -9,0 % et -4,2 % sur un an).

Le nombre de demandeurs d'emploi en activité réduite (catégories B et C) augmente nettement (+ 4,6 % après - 0,4 % au trimestre précédent). En France métropolitaine, la demande d'emploi dans ces catégories augmente également (+3,3 % après +0,0 %).

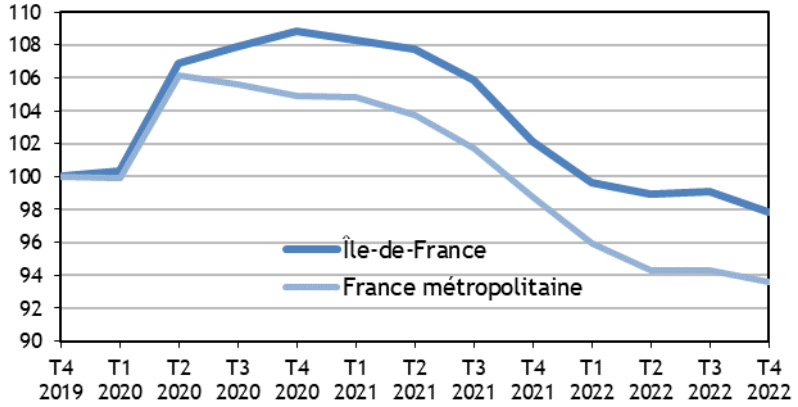
Le nombre de demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi (catégorie D), repart à la baisse (- 8,8 %) après une forte augmentation au trimestre précédent (+ 7,3 %), il retrouve un niveau proche de celui du 1er trimestre 2021.

4e trimestre 2022	Île-de-France	France métro.	Évolution sur le trimestre (%)		Évolution sur un an (%)	
			Île-de-France	France métro.	Île-de-France	France métro.
Catégorie A (actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi)	**603 410**	2 834 030	**-4,4**	-3,8	**-9,0**	-9,4
Catégories A, B, C (actes positifs de recherche d'emploi)	**955 150**	5 113 370	**-1,3**	-0,8	**-4,2**	-5,2

Évolution du nombre de demandeurs inscrits en catégorie A
(données CVS-CJO, Indice 100 au 4e trimestre 2019)



Évolution du nombre de demandeurs inscrits en catégories A, B, C
(données CVS-CJO, Indice 100 au 4e trimestre 2019)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Demande d'emploi et chômage

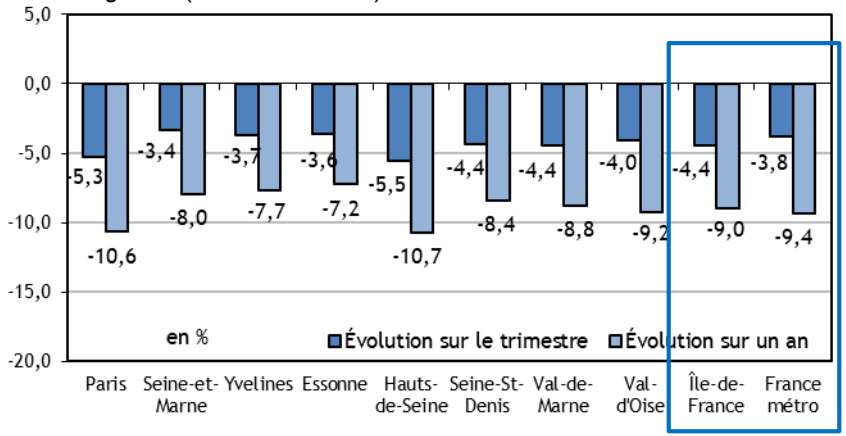
Les demandeurs d'emploi par département au 4e trimestre 2022

Le nombre de demandeurs d'emploi diminue dans l'ensemble des départements de la région. Sur un an, les départements des Hauts-de-Seine et de Paris enregistrent les plus fortes baisses en catégorie A (respectivement -10,7 % et -10,6 %).

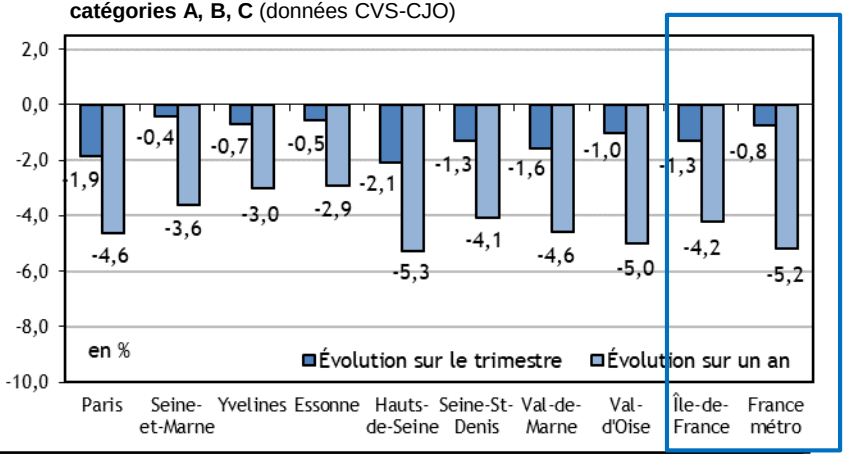
En catégories A, B et C, la demande d'emploi francilienne diminue un peu plus fortement que pour l'ensemble de la France sur le quatrième trimestre (-1,3 % contre -0,8 % en France métropolitaine). En revanche, sur l'année, c'est en France métropolitaine que la baisse de la demande d'emploi est plus marquée (-5,2 % contre -4,2 % en Île-de-France).

Données CVS-CJO 4e trimestre 2022	Effectif cat. A	Évol. sur le trim. (%)	Évol. sur un an (%)	Effectif cat. ABC	Évol. sur le trim. (%)	Évol. sur un an (%)
Paris	110 140	-5,3	-10,6	186 760	-1,9	-4,6
Seine-et-Marne	63 910	-3,4	-8,0	103 070	-0,4	-3,6
Yvelines	61 650	-3,7	-7,7	97 750	-0,7	-3,0
Essonne	54 510	-3,6	-7,2	87 670	-0,5	-2,9
Hauts-de-Seine	70 510	-5,5	-10,7	110 180	-2,1	-5,3
Seine-St-Denis	109 470	-4,4	-8,4	165 580	-1,3	-4,1
Val-de-Marne	68 180	-4,4	-8,8	104 550	-1,6	-4,6
Val-d'Oise	65 040	-4,0	-9,2	99 610	-1,0	-5,0
Île-de-France	**603 410**	**-4,4**	**-9,0**	**955 150**	**-1,3**	**-4,2**
France métro.	**2 834 030**	**-3,8**	**-9,4**	**5 113 370**	**-0,8**	**-5,2**

Évolution du nombre de demandeurs inscrits par département en catégorie A (données CVS-CJO)



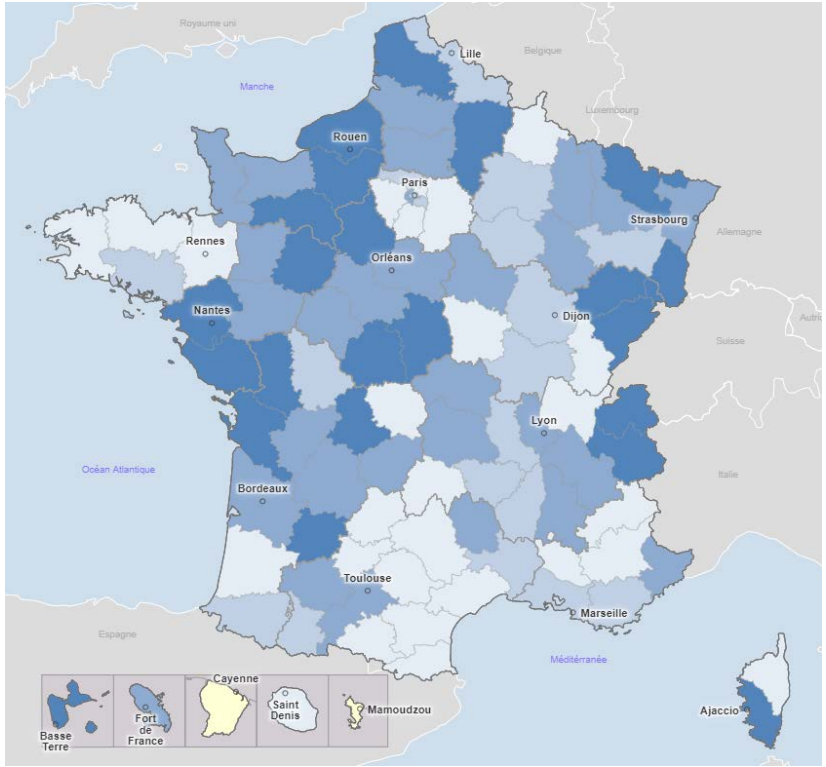
Évolution du nombre de demandeurs inscrits par département en catégories A, B, C (données CVS-CJO)

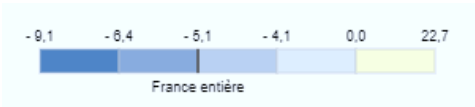


Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Demande d'emploi et chômage

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B, C par département entre le 4e trimestre 2021 et le 4e trimestre 2022 (en %, données CVS-CJO)





Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares

Demande d'emploi et chômage

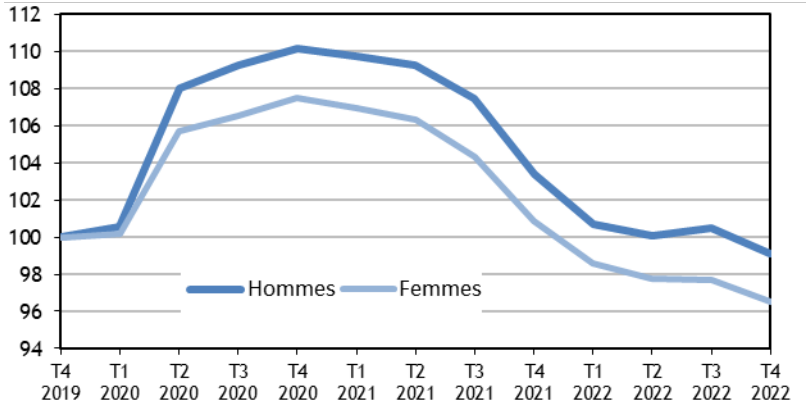
Les demandeurs d'emploi selon le sexe au 4e trimestre 2022 (catégories A, B, C)

Sur le quatrième trimestre 2022, la demande d'emploi francilienne en catégories A, B, C diminue un peu plus fortement pour les hommes (-1,4 %) que pour les femmes (-1,2 %).

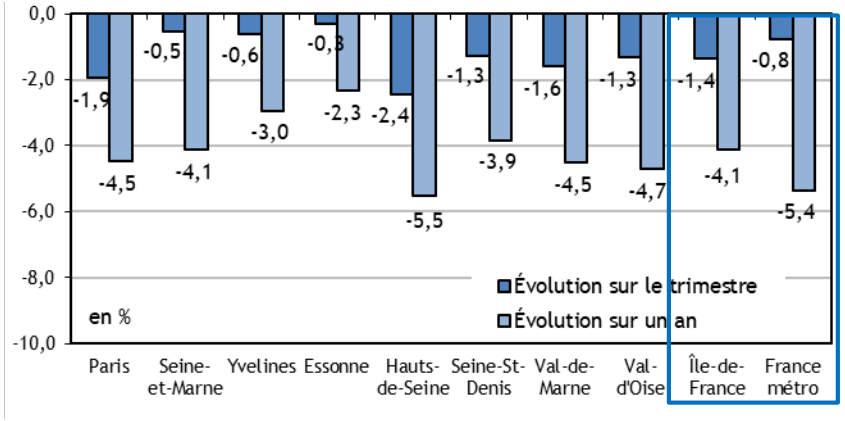
Sur un an, l'évolution est en revanche globalement légèrement plus favorable pour les femmes que pour les hommes (-4,3 % contre -4,1 %). L'écart est quasi identique en France métropolitaine (1 point).

Au niveau départemental, l'évolution de la demande d'emploi est également légèrement plus favorable aux femmes qu'aux hommes sauf dans les départements des Hauts-de-Seine et de Seine-et-Marne.

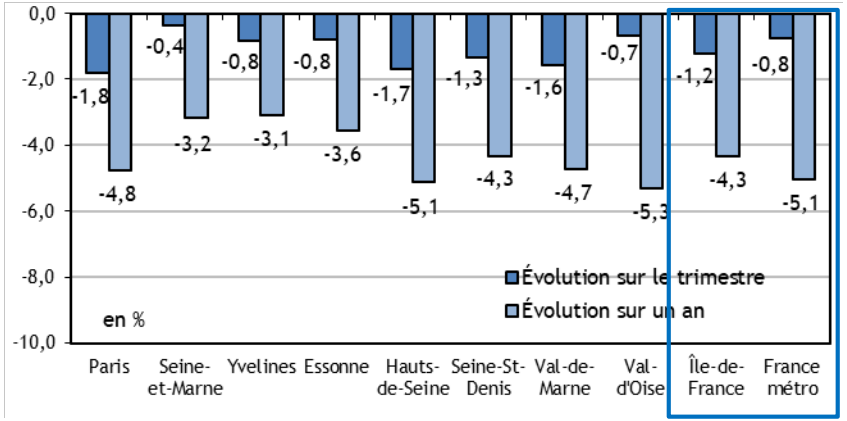
Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits selon le sexe
(Île-de-France, catégories A, B, C, données CVS-CJO, Indice 100 au 4e trim. 2019)



Évolution du nombre d'hommes inscrits à Pôle emploi par département
(catégories A, B, C, données CVS-CJO)



Évolution du nombre de femmes inscrites à Pôle emploi par département
(catégories A, B, C, données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Demande d'emploi et chômage

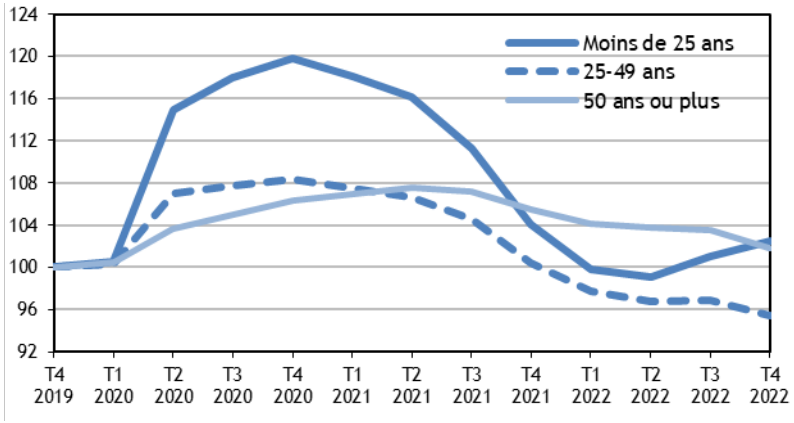
Les demandeurs d'emploi selon l'âge au 4e trimestre 2022 (catégories A, B, C)

Sur le trimestre, en catégories A, B, C, le nombre de demandeurs d'emploi âgés de moins de 25 ans augmente de 1,4 % alors qu'il diminue de 1,7 % pour les plus de 50 ans et de 1,5 % pour les 25-49 ans.

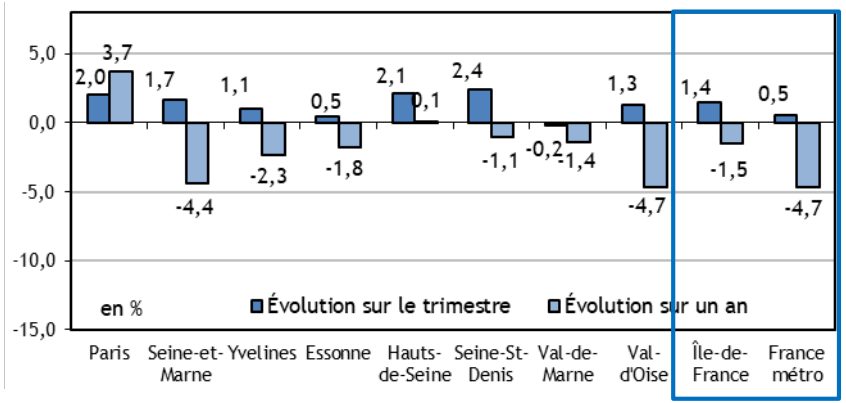
Sur un an, les jeunes enregistrent ainsi la plus faible baisse (-1,5 %, soit 2 points de moins que pour les séniors et 3,4 points de moins que pour les 25-49 ans).

Malgré une légère diminution du nombre de demandeurs d'emploi seniors depuis trois trimestres consécutifs, ils gardent un poids important (28,2%) parmi l'ensemble des demandeurs et cette part reste supérieure de près de 10 points à son niveau du 1er trimestre 2010.

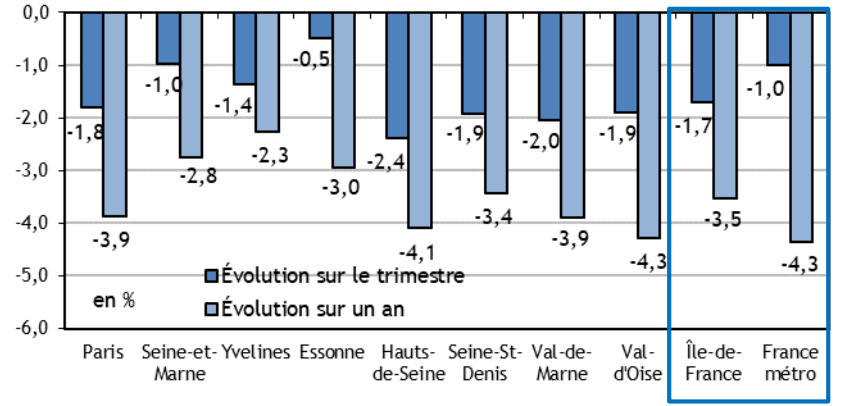
Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits selon l'âge
(Île-de-France, catégories A, B, C, données CVS-CJO, Indice 100 au 4e trim. 2019)



Évolution du nombre de jeunes inscrits à Pôle emploi par département
(catégories A, B, C, données CVS-CJO)



Évolution du nombre de seniors inscrits à Pôle emploi par département
(catégories A, B, C, données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Demande d'emploi et chômage

Les demandeurs d'emploi selon le métier recherché au 4e trimestre 2022 (catégories A, B, C)

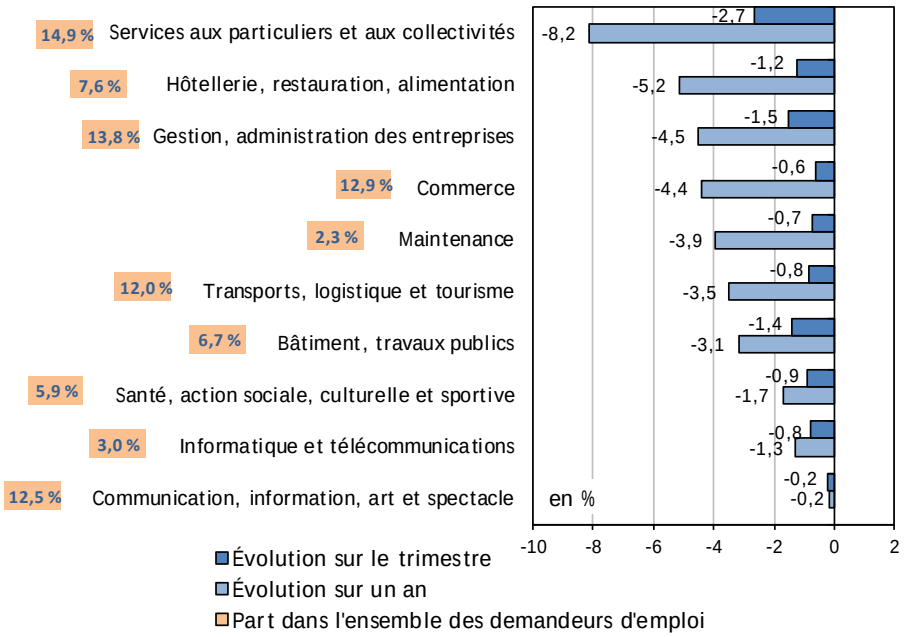
Au quatrième trimestre 2022, la demande d'emploi francilienne en catégories A, B, C diminue dans la quasi-totalité des domaines professionnels.

En particulier, les métiers liés aux services aux particuliers et aux collectivités (agents d'entretien, assistants maternels, agents de gardiennage et de sécurité, employés de maison…) recherchés par près de 15 % des demandeurs d'emploi et dont la demande a diminué de 2,7 % sur le trimestre et de 8,2 % sur un an.

Les métiers de la communication, de l'information, de l'art et du spectacle enregistrent la plus faible diminution de la demande d'emploi (-0,2 % sur le trimestre et sur l'année).

Sur un an, les contributions les plus fortes à la diminution de la demande d'emploi francilienne en catégories A, B, C (-42 140) sont celles des métiers des services aux particuliers et aux collectivités (-12 470), de la gestion, administration des entreprises (- 6 240) et du commerce (-5 690).

Demandeurs d'emploi par principaux domaines professionnels
(Île-de-France, catégories A, B, C, données CVS-CJO)



Lecture: au 4e trimestre 2022, en Île-de-France, les demandeurs recherchant un emploi dans l'hôtellerie, restauration, alimentation représentent 7,6 % de l'ensemble des demandeurs d'emploi. Leur nombre diminue de 1,2 % sur le trimestre et recule de 5,2 % sur l'année.

Source : Pôle emploi-Dares, traitements Drieets.

Demande d'emploi et chômage

Les demandeurs d'emploi de longue durée et ceux ayant des droits au RSA au 4e trimestre 2022

La diminution du nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B, C inscrits depuis un an ou plus accélère au quatrième trimestre 2022 (-3,4 % après -1,7 %) tandis que la croissance pour les inscrits depuis moins d'un an ralentit (+0,5 % après +1,8 %). Les demandeurs de longue durée représentent 44,9 % des demandeurs franciliens, soit 1 point de moins qu'au trimestre précédent et plus de 4 points de moins qu'il y a un an .

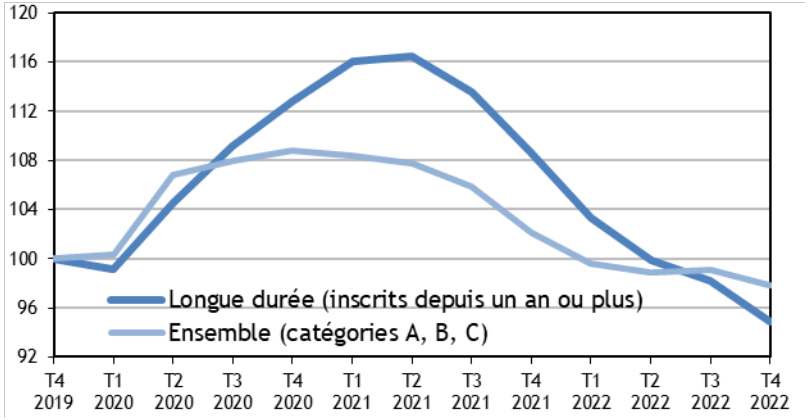
Au 3e trimestre 2022, la durée d'inscription à Pôle emploi, mesurée à partir de l'indicateur conjoncturel de durée au chômage (ICDC) s'établit à 323 jours, en hausse de 35 jours par rapport au 2e trimestre 2022*.

La part des demandeurs d'emploi ayant des droits payables au RSA en Île-de-France est stable à 13,4 % au quatrième trimestre 2022 (-0,4 point sur un an). En un an, leur nombre diminue de 13,5 % en Ile-de-France (contre -14,4 % en France métropolitaine).

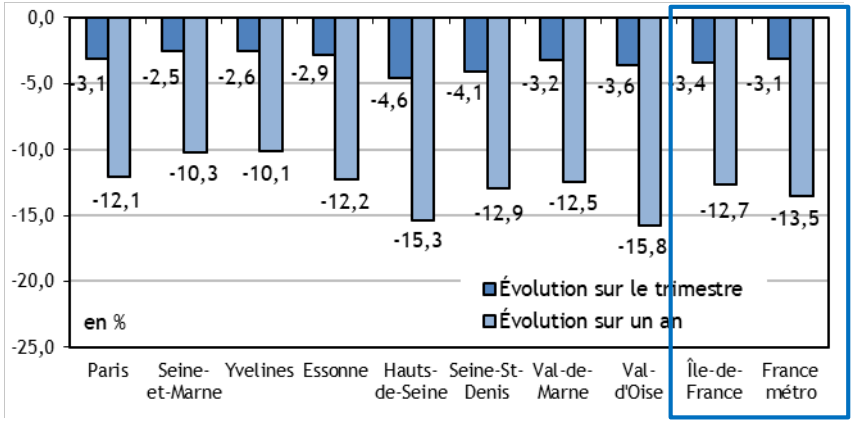
** Si la conjoncture économique se maintenait, un demandeur d'emploi resterait, en moyenne, inscrit près de 11 mois consécutifs à pôle emploi - « Durée de chômage (3e trimestre 2022) », Statistiques et indicateurs, février 2023, Pôle emploi.*

Part des demandeurs d'emploi inscrits ayant des droits payables au RSA (catégories A, B, C, en %)	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-St-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métro.
4e trim. 2022	12,5	13,3	12,9	11,4	13,6	16,3	13,1	12,9	13,4	13,3
4e trim. 2021	13,3	13,6	12,7	11,0	14,7	16,8	13,4	13,3	13,8	13,8

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi de longue durée
(Île-de-France, catégories A, B, C, données CVS-CJO, Indice 100 au 4e trim. 2019)



Évolution du nombre de demandeurs d'emploi de longue durée par département (catégories A, B, C, données CVS-CJO)



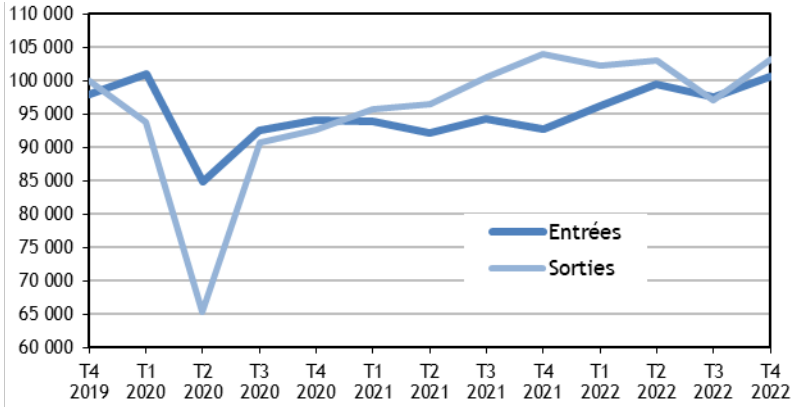
Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Les entrées et les sorties de Pôle emploi au 4e trimestre 2022

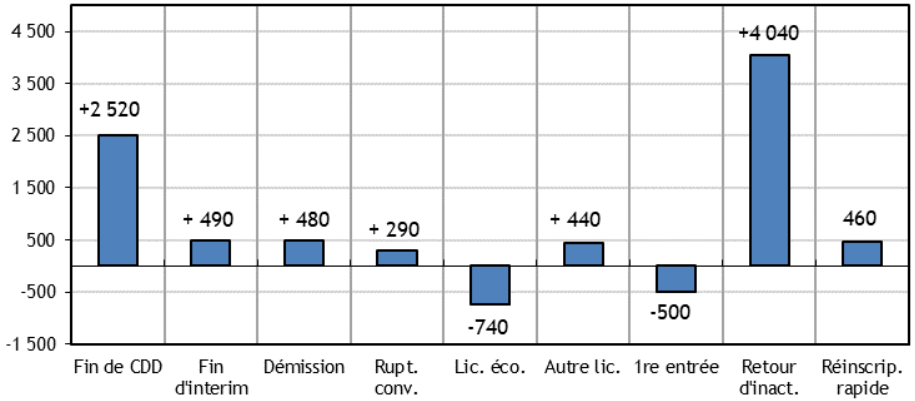
Entre le troisième et le quatrième trimestre 2022, la baisse du nombre d'inscrits en catégories A, B, C intervient dans un contexte de hausse des entrées (+3,3 %, soit +3 190) moins forte que celle des sorties (+6,4 %, soit +6 220), des catégories A, B, C de Pôle emploi.

Le grand nombre de motifs indéterminés rend délicate l'interprétation des motifs d'entrée et de sortie. Sur un an, la hausse du nombre d'entrées (+8,4 %) s'explique, notamment, par la progression des inscriptions pour fin de contrat et retour d'inactivité. Parallèlement, la baisse du nombre de sorties (-3,6 %) est surtout liée aux défauts d'actualisation, dont une partie correspond à des reprises d'emploi non déclarées.

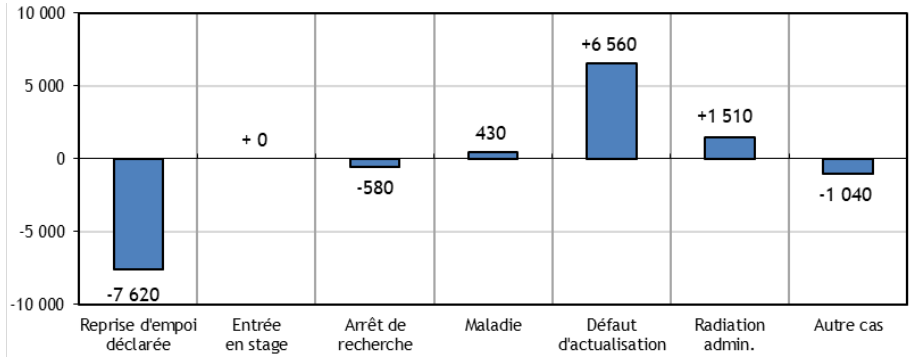
Nombre moyen des entrées et des sorties des catégories A, B et C de Pôle emploi (Île-de-France, données CVS-CJO)



Variation sur un an des entrées à Pôle emploi par principaux motifs
(catégories A, B, C, données CVS-CJO)



Variation sur un an des sorties de Pôle emploi par principaux motifs
(catégories A, B, C, données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Demande d'emploi et chômage

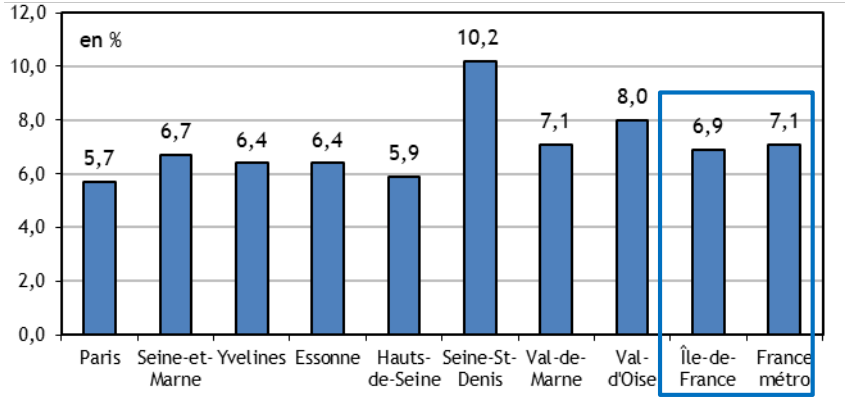
Le taux de chômage au 3e trimestre 2022

Au troisième trimestre 2022, en Île-de-France, le taux de chômage au sens du Bureau international du travail (BIT) diminue légèrement (0,1 point), s'établissant à 6,9 % de la population active (Insee). Le taux métropolitain baisse lui aussi de 0,1 point et atteint 7,1 % de la population active.

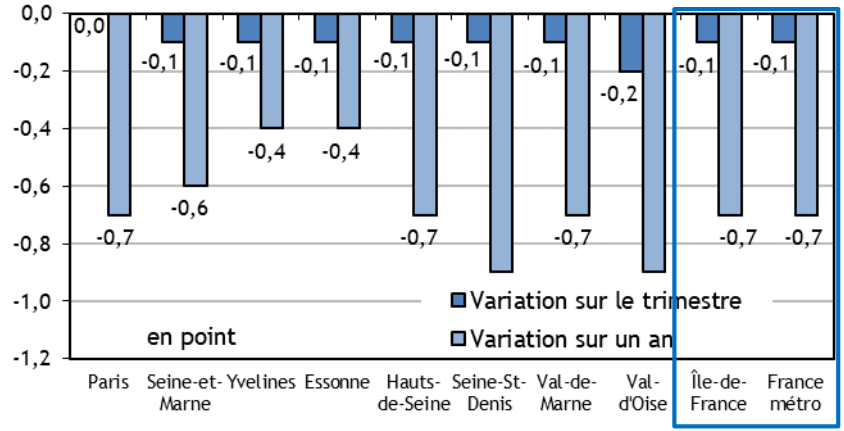
Le taux de chômage baisse très légèrement (de 0,1 ou 0,2 point) dans tous les départements franciliens, sauf à Paris où il est stable. Les taux de chômage les plus hauts se trouvent en Seine-Saint-Denis (10,2 %), dans le Val-d'Oise (8,0 %) et le Val-de-Marne (7,1 %). Les plus faibles se trouvent à Paris (5,7 %) et dans les Hauts-de-Seine (5,9 %),

Dans l'ensemble de la métropole, les taux régionaux de chômage sont tous quasi-stables (-0,1 à +0,1 point). La faible diminution du taux de chômage francilien est donc cohérente avec la dynamique métropolitaine. Cependant, en ce qui concerne les régions autres que l'Île-de-France, les taux de chômage sont sensiblement inférieurs à leurs niveaux d'avant-crise, de -0,8 point (pour cinq régions) à -1,7 points (Corse). Le taux de chômage francilien, qui n'est qu'à 0,3 point en dessous de son niveau du quatrième trimestre 2019, se distingue ainsi de ceux des autres régions métropolitaines par sa proximité avec son niveau d'avant-crise.

Taux de chômage localisé au 3e trimestre 2022
(données CVS-CJO semi-définitives)



Variation du taux de chômage localisé entre le 2e trimestre 2022 et le 3e trimestre 2022 (données CVS-CJO semi-définitives)



Source : Insee.

PRÉFET DE LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE

Tensions sur le marché du travail

Les offres d'emploi collectées* par Pôle emploi au 4e trimestre 2022

Pôle emploi n'enregistre qu'une partie des offres d'emploi disponibles, plus ou moins importante selon les métiers. L'évolution du nombre de ces offres ne reflète que celle de la part de Pôle emploi, et non l'évolution des offres recueillies par les autres acteurs de diffusion de l'emploi.

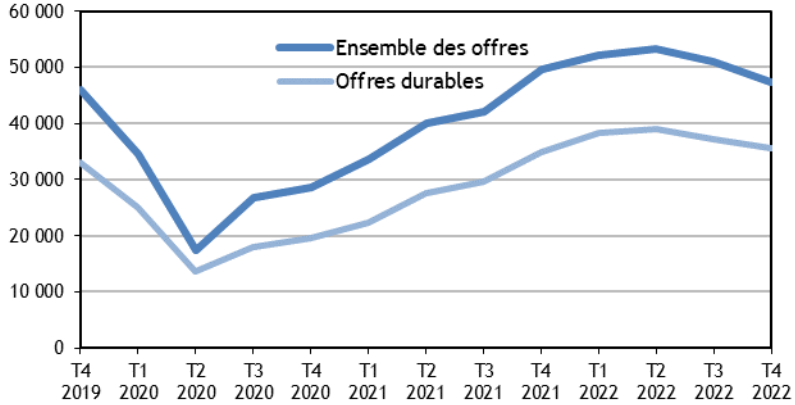
Au quatrième trimestre 2022, 47 420 offres d'emploi ont été collectées en moyenne par Pôle emploi en Île-de-France (données CVS-CJO), dont 35 530 concernent des emplois durables (CDI ou CDD de plus de six mois).

La diminution du nombre d'offres d'emploi entamée au trimestre précédent accélère (-6,9 % après -4,6 %).

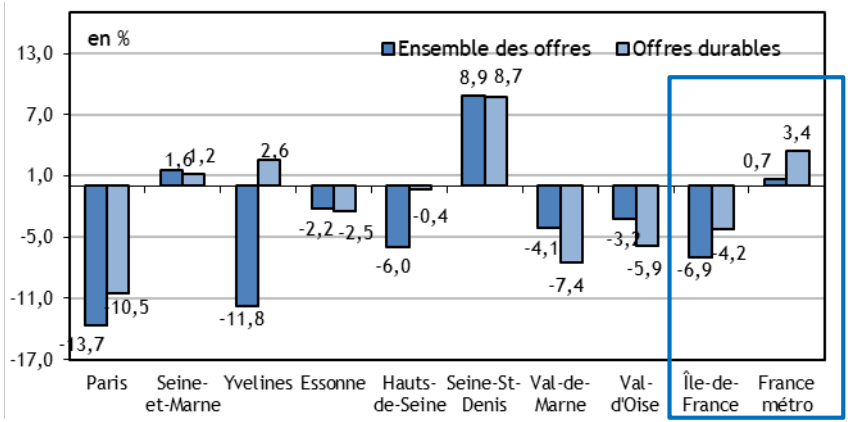
Au sein de la région, deux départements enregistrent de très fortes diminutions du nombre d'offres d'emploi sur le trimestre: Paris (-13,7 %) et les Yvelines (-11,8 %). À l'inverse, le nombre d'offres collectées augmente nettement dans le département de la Seine-Saint-Denis (+8,9 % et +8,7 % pour les emplois durables).

** Ensemble des offres directement déposées à Pôle emploi.*

Nombre d'offres d'emploi collectées
(Île-de-France, données CVS-CJO)



Évolution sur le trimestre des offres d'emploi collectées
(Île-de-France, données CVS-CJO, en %)



Source : Pôle emploi-Dares, calculs des CVS-CJO : Drieets / Sese.

Tensions sur le marché du travail

Les tensions sur le marché du travail francilien au 4e trimestre 2022

Le taux de tension sur le marché du travail francilien s'établit à 0,45 point en moyenne au quatrième trimestre 2022, soit 45 nouvelles offres d'emploi enregistrées au cours de cette période pour 100 nouvelles demandes d'emploi (données brutes, non corrigées des variations saisonnières).

Ce ratio « offres sur demandes » diminue de 0,6 point par rapport à celui du quatrième trimestre 2021. Cette évolution s'explique par l'effet combiné de la baisse du nombre d'offres d'emploi collectées (-4,4 %) et de la hausse du nombre de demandes enregistrées par Pôle emploi (+8,4 %).

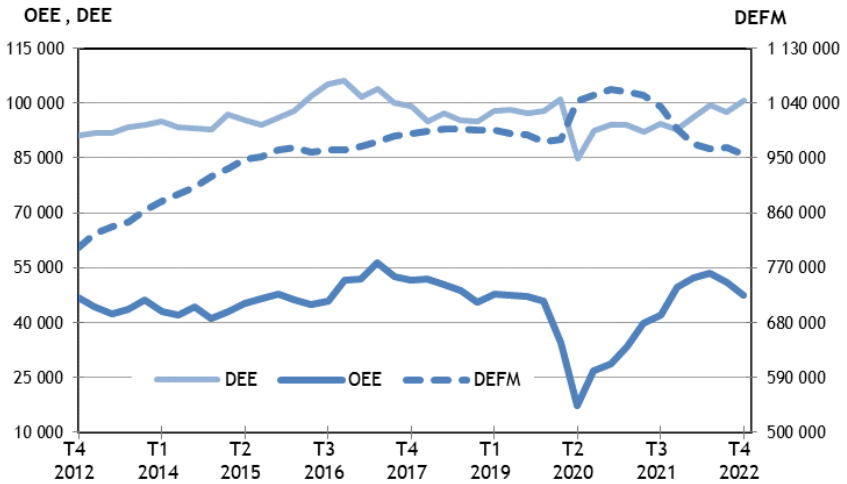
De son côté, le recul du nombre de demandeurs d'emploi sur un an en catégories A, B, C (-4,2 % en données brutes) va dans le sens d'un accroissement des tensions sur le marché du travail.

Le taux d'écoulement diminue très légèrement sur le trimestre : 56,0 % des chômeurs inscrits depuis plus d'un an, ou entrés au cours des 12 derniers mois, sont sortis des fichiers de Pôle emploi au quatrième trimestre 2022, contre 59,1 % au trimestre précédent. Ce taux est inférieur à son niveau du quatrième trimestre 2021 (60,9 %).

Le taux d'offres d'emploi de plus de six mois, indicateur de qualité de l'emploi, est de 75,8 %. Il gagne 4,9 points par rapport à l'année passée.

Le taux de satisfaction des offres (68,4 %) est légèrement plus faible qu'au trimestre précédent (68,7 %) et inférieur à celui du quatrième trimestre 2021 (73,8 %).

Les tensions sur le marché du travail
(Île-de-France, données CVS-CJO)



OEE : offres d'emploi ; DEE : demandes d'emploi ;
DEFM : nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B et C.

Source : Dares-Pôle Emploi - Traitement : Drieets / Sese.

PRÉFET DE LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE
Liberté
Égalité
Fraternité

Tensions sur le marché du travail

Les tensions selon les métiers au 3e trimestre 2022

Indicateurs de tension au 4e trimestre 2022 en Île-de-France - Zoom sur quelques métiers -	Taux de tension au T4 2021 (1)	Taux de tension au T4 2022	Taux d'offres d'emploi de plus de 6 mois au T4 2022 (2)	Taux d'écoulement des DE sur un an au T4 2022 (3)	Nbr. moyen de DEFM en cat. ABC au T4 2022	Évol. de la DEFM en catégorie ABC sur un an (%)	Évol. des offres d'emploi sur un an (%)	Taux de satisfaction des offres d'emploi au T4 2022 (4)	Part des recrutements envisagés difficiles (%)
Cadres du bâtiment et des travaux publics	0,91	0,99	96,7	55,7	7 043	1,5	14,9	59,0	51,1
Techniciens et agents de maîtrise de la maintenance	2,65	1,76	87,1	59,3	9 884	-4,9	-28,6	70,4	42,4
Ingénieurs et cadres techniques de l'industrie	0,74	1,09	88,4	57,0	5 010	-8,9	45,4	53,9	43,7
Conducteurs de véhicules	0,41	0,35	78,4	54,6	42 826	-2,6	-4,2	73,3	39,8
Cadres des services admin., comptables, financiers	0,42	0,42	87,0	55,0	34 582	-2,6	9,5	62,5	34,0
Ingénieurs de l'informatique	0,60	0,94	98,8	57,4	17 344	-2,3	70,5	41,7	64,8
Personnels d'études et de recherche	0,28	0,47	94,7	60,5	6 380	-9,0	67,1	55,9	48,8
Cadres de la banque et des assurances	0,28	0,24	94,8	53,6	3 404	-6,8	-12,5	74,6	46,9
Vendeurs	0,49	0,48	66,9	59,7	38 581	-5,6	-0,8	62,4	15,8
Employés, agents de maîtrise hôtellerie-restauration	0,40	0,41	84,9	60,9	21 292	-7,9	8,3	78,2	28,5
Agents d'entretien	0,22	0,18	58,1	55,6	37 852	-7,8	-16,0	80,6	21,1
Professionnels des arts et des spectacles	0,27	0,12	37,0	36,4	92 485	0,0	-51,1	89,1	13,3
Aides-soignants	0,39	0,46	82,8	59,8	13 289	-4,7	23,3	72,5	**58,1**
Ensemble des familles professionnelles	**0,51**	**0,45**	**75,8**	**56,0**	**961 140**	**-4,2**	**-5,0**	**68,4**	**36,6**

(1) Rapport entre le flux d'offres d'emploi enregistrées à Pôle emploi durant trois mois au flux des demandeurs d'emploi qui se sont inscrits à Pôle emploi durant la même période. Lecture : il y a 0,99 offre d'emploi enregistrée pour une demande au 4e trimestre 2022, contre 0,91 au 4e trimestre 2021 pour les cadres du bâtiment et des travaux publics.
(2) Cet indicateur permet d'apprécier la qualité des offres déposées à Pôle emploi, selon la famille professionnelle.
(3) Lecture : 59,7 % des demandeurs d'emploi cherchant un métier de vendeur inscrits 12 mois auparavant, ou entrés au cours de l'année, ne sont plus inscrits à Pôle emploi au 4e trimestre 2022.
(4) Rapport entre les offres d'emploi satisfaites enregistrées à Pôle emploi satisfaites et le volume total des offres d'emploi traitées et sorties du fichier de Pôle emploi.

Le redémarrage de l'activité économique, dès le deuxième trimestre 2020, provoque un rebond des tensions sur le marché du travail, en lien avec une forte augmentation des offres d'emploi et une forte baisse du nombre de demandeurs d'emploi. Le taux de tension francilien diminue mais reste supérieur à son niveau d'avant-crise.

Au quatrième trimestre 2022, les tensions sont élevées pour les techniciens et agents de maîtrise de la maintenance (près de 2 offres pour 1 demande). 87,1 % des offres d'emploi dans ces métiers sont durables, contre 75,8 % dans l'ensemble des métiers. Sur un an, le taux de tension progresse nettement pour les ingénieurs et cadres techniques de l'industrie (+0,35 point), sous l'effet d'une très forte hausse des offres d'emploi (+45,4 %). Dans ces métiers, 53,9 % des offres sont satisfaites dans l'année, et 43,7 % des recrutements envisagés sont jugés difficiles par les employeurs.

Source : Dares-Pôle Emploi - Traitement : Drieets / Sese.

Les déclarations préalables à l'embauche (DPAE) au 3e trimestre 2022

Plus de 2 156 000 déclarations préalables à l'embauche (DPAE) tous contrats confondus (hors contrats intérimaires) ont été conclues au troisième trimestre 2022 en Île-de-France, dont 597 000 en « contrats durables » (contrats à durée déterminée de plus de six mois et contrats à durée indéterminée).

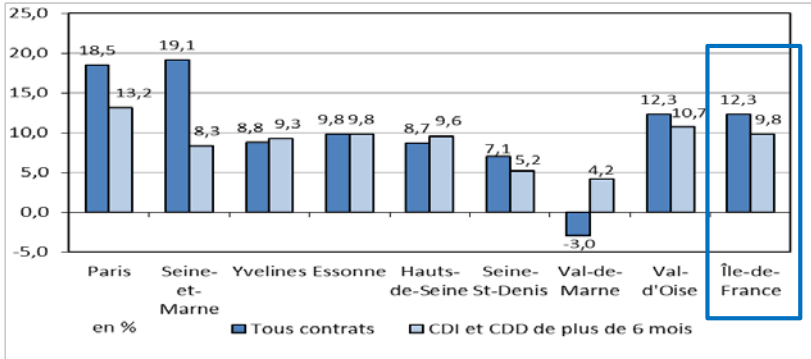
Au troisième trimestre 2022, le nombre de DPAE est en augmentation en Île-de-France par rapport au même trimestre 2021 : +12,3 % pour l'ensemble des contrats et +9,8 % pour les contrats durables. Depuis le deuxième trimestre 2022, le nombre d'intentions d'embauches a retrouvé le niveau qui était le sien en 2019, avant le déclenchement de la crise sanitaire.

Au sein de la région, la Seine-et-Marne et Paris affichent les plus fortes hausses sur la période (respectivement +19,1 % et +18,5 % pour l'ensemble des contrats). Le Val-de-Marne est le seul des huit départements où le nombre d'intentions d'embauches recule sur la période (-3,0 % tous contrats confondus).

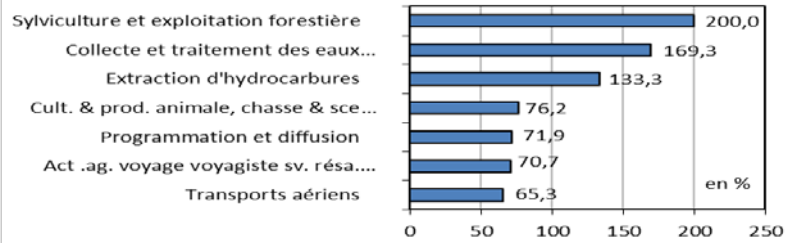
Les DPAE en contrats durables augmentent plus fortement dans l'industrie (+15,0 %) et le commerce (+12,9 %) que dans les services (+9,9 %). Elles sont quasiment stables dans la construction (+1,0 %).

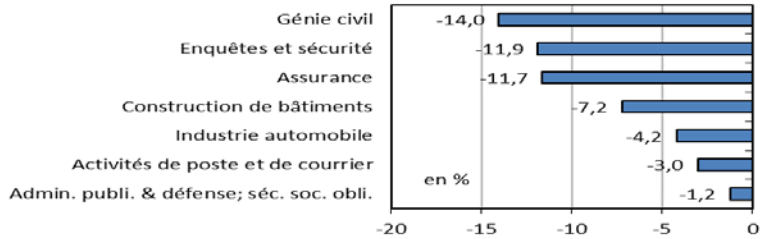
Une répartition plus fine des DPAE par secteur d'activité laisse apparaître les secteurs qui enregistrent les plus fortes progressions de contrats durables (sylviculture et exploitation forestière, collecte et traitement des eaux, extraction d'hydrocarbures) et ceux qui connaissent les plus fortes diminutions (génie civil, enquêtes et sécurité, assurance).

Évolution annuelle des DPAE par département (T3 2022 / T3 2021)



Évolution annuelle des DPAE en contrat durables par secteurs
7 plus fortes hausses / 7 plus fortes baisses (T3 2022 / T3 2021)





Source : DPAE / Urssaf.

Emploi

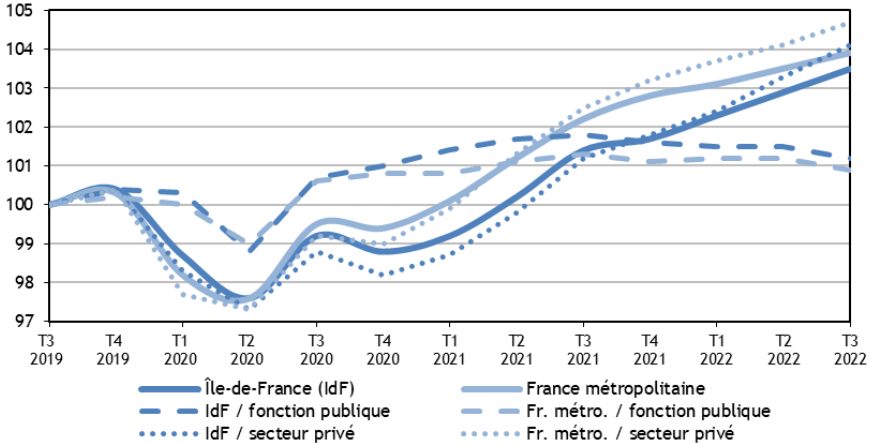
L'emploi salarié au 3e trimestre 2022

Depuis la validité du T1 2018, le champ des estimations trimestrielles d'emploi (ETE) est élargi au-delà du champ privé en incluant l'emploi des salariés du secteur de l'agriculture, de la fonction publique et des particuliers employeurs.

Au troisième trimestre 2022, en Île-de-France, l'emploi salarié augmente : +0,6 % après +0,6 %, soit +37 700 emplois. Cette augmentation suit celle du secteur privé (+0,8 % après +0,8 %). L'emploi du secteur public diminue (-0,3 % après +0,0 %). L'emploi dans le secteur public n'a pas augmenté depuis le troisième trimestre 2021 en Île-de-France. En France métropolitaine, l'emploi salarié croît plus lentement (+0,4 % après +0,3 %). L'emploi dans la fonction publique y suit le même mouvement (-0,3 % après +0,0 %).

L'emploi salarié diminue légèrement dans les Yvelines (-0,1 %), où il n'a pas augmenté depuis le troisième trimestre 2021. Dans les autres départements, celui-ci augmente. En particulier, l'emploi salarié parisien augmente nettement, pour le septième trimestre consécutif (+0,9 % après +1,1 %, soit +17 000 emplois au troisième trimestre). Le tertiaire marchand hors intérim porte seul la hausse parisienne.

Évolution de l'emploi salarié (données CVS, indice 100 au 3e trimestre 2019)



Emploi salarié par département (données CVS)	Nombre d'emplois au T3 2022	T3 2022 / T2 2022		T3 2022 / T3 2021	
		Variation	%	Variation	%
Paris	1 954 990	16 980	0,9	72 490	3,9
Seine-et-Marne	499 020	1 500	0,3	11 720	2,4
Yvelines	539 320	-510	-0,1	-4 950	-0,9
Essonne	488 860	1 660	0,3	4 550	0,9
Hauts-de-Seine	1 122 140	9 420	0,8	24 760	2,3
Seine-Saint-Denis	669 760	3 260	0,5	9 740	1,5
Val-de-Marne	553 760	3 560	0,6	5 280	1,0
Val-d'Oise	412 470	1 840	0,4	7 970	2,0
Île-de-France	**6 240 330**	**37 710**	**0,6**	**131 560**	**2,2**
France métro.	**26 135 300**	**100 790**	**0,4**	**415 510**	**1,6**

Source : Insee, Estimations d'emploi ; estimations trimestrielles ; Acoss - Urssaf, Dares, Insee.

Emploi

L'emploi salarié par secteur au 3e trimestre 2022

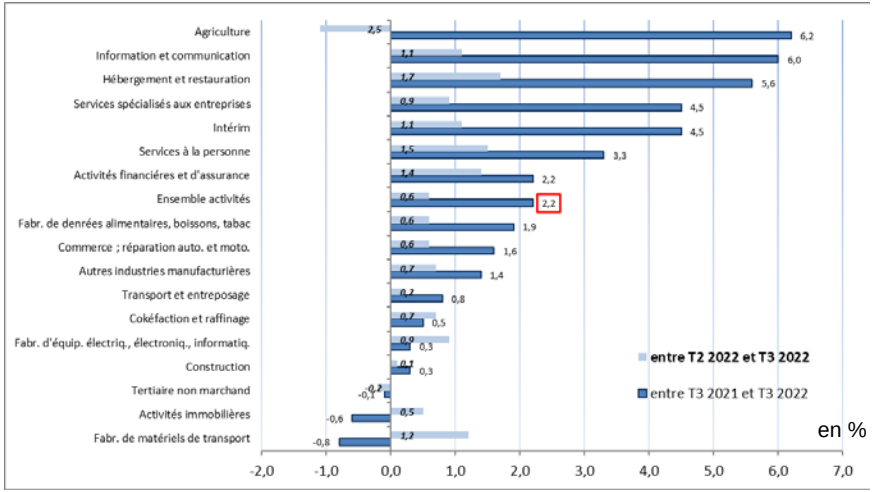
Au troisième trimestre 2022, la croissance de l'emploi salarié francilien (+0,6 % après +0,6 % soit +37 700 salariés) suit celle des services marchands et du commerce (+1,0 % après +1,0 %, soit +35 600 salariés).

L'emploi salarié dans l'industrie augmente nettement (+0,8 % après +0,1 %, soit +3400 salariés). L'emploi dans la *fabrication de matériels de transports* rebondit (+1,2 % après -0,3 %) après 3 ans de diminutions consécutives.

L'emploi salarié dans la construction augmente légèrement (+0,1 % après +0,0 %), comme en France métropolitaine (+0,2 % après +0,1 %).

Sur le trimestre, la hausse de l'emploi salarié dans le tertiaire marchand hors intérim est assez bien répartie parmi les secteurs. Tous sont dirigés à la hausse, avec une croissance partout supérieure à 0,5 %, sauf pour *le transport et entreposage* qui ne croît que de 0,2 %. L'hébergement et restauration, lui, croît nettement (+1,7 % après +3,0 %).

Évolution de l'emploi salarié dans les principaux secteurs d'activité
(Île-de-France, données CVS)



Emploi salarié par secteur d'activité (IdF, données CVS)	Nombre d'emplois au T3 2022	T3 2022 / T2 2022		T3 2022 / T3 2021	
		Variation	%	Variation	%
Agriculture	6 000	-70	-1,1	350	6,2
Industrie	426 740	3 430	0,8	3 200	0,8
Construction	334 680	290	0,1	1 150	0,3
Commerce	740 460	4 290	0,6	11 710	1,6
Services marchands hors intérim	3 028 080	31 280	1,0	111 650	3,8
Tertiaire non marchand	1 575 200	-2 970	-0,2	-2 070	-0,1
Intérim	129 160	1 450	1,1	5 560	4,5
Secteur privé	**5 062 130**	**40 980**	**0,8**	**138 650**	**2,8**
Fonction Publique	**1 178 200**	**-3 270**	**-0,3**	**-7 080**	**-0,6**
Ensemble des secteurs	**6 240 330**	**37 710**	**0,6**	**131 560**	**2,2**

Source : Insee, Estimations d'emploi ; estimations trimestrielles ; Acoss - Urssaf, Dares, Insee.

Mouvements de main d'œuvre

Les mouvements de main d'œuvre au 3e trimestre 2022

Au troisième trimestre 2022, en Île-de-France, 2 003 100 contrats sont signés dans le secteur privé (données CVS, champ MMO), soit -3,8 % par rapport au trimestre précédent (-1,4 % en France métropolitaine). 2 001 700 contrats prennent fin au troisième trimestre 2022, soit -3,2 % par rapport au trimestre précédent (-3,1 % en France métropolitaine).

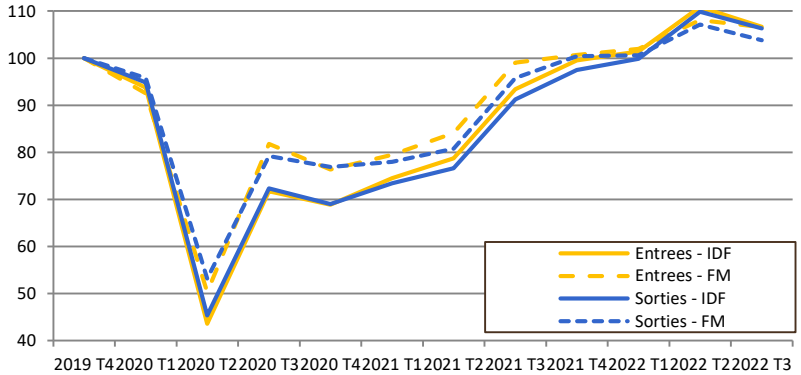
L'écart entre les entrées et les sorties, toujours légèrement positif, se résorbe progressivement depuis le deuxième trimestre 2021 en Île-de-France. Ces mouvements nets sont susceptibles d'être sensibles à l'intégration de données tardives, notamment en ce qui concerne le dernier trimestre.

346 500 CDI sont signés, soit 0,7 % de plus qu'au trimestre précédent, tandis que 347 100 CDI prennent fin (+3,7 %).

Embauches et fins de contrats de travail par secteur d'activité et type de contrat en Île-de-France (données CVS-CJO)

		Niveau (en milliers)	Évolution trimestrielle (en %)				Rapport T/T4 2019 (en %)
		T3 2022	T4 2021	T1 2022	T2 2022	T3 2022	T3 2022
Entrées	Ensemble	2 003	6,5	1,9	9,4	-3,8	106,6
	Industrie	35	4,9	0,8	2,5	5,3	109,1
	Construction	42	1,4	-0,4	-1,3	2,0	105,7
	Tertiaire	1 926	6,7	2,0	9,7	-4,1	106,6
	CDD	1 657	6,4	1,6	11,0	-4,7	104,7
	CDI	346	6,9	3,6	1,6	0,7	116,8
Sorties	Ensemble	2 002	6,9	2,4	10,0	-3,2	106,3
	Industrie	34	6,3	-0,3	2,5	4,9	106,7
	Construction	45	1,7	1,8	0,3	6,1	117,9
	Tertiaire	1 923	7,1	2,4	10,4	-3,6	106,0
	CDD	1 655	6,8	1,9	11,3	-4,6	103,9
	CDI	347	7,4	4,7	3,7	3,7	119,1

Mouvements de main d'œuvre
(données CVS-CJO, base 100 au T4 2019)



Source : Dares, traitements DRIEETS

Emploi

L'activité intérimaire au 3e trimestre 2022

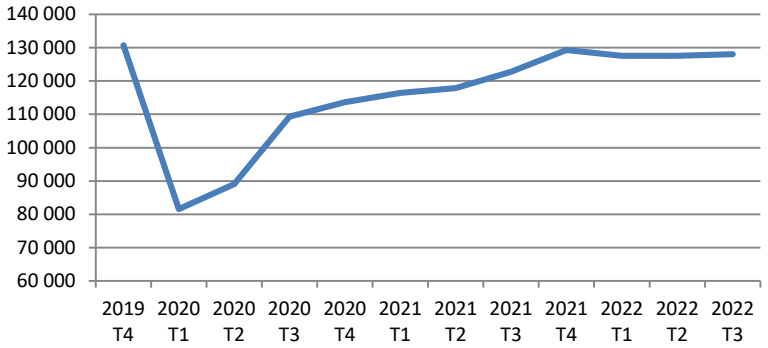
A la fin du troisième trimestre, en Île-de-France, le nombre d'intérimaires est de 128 100, après une hausse de +0,3 %. En France métropolitaine, le nombre d'intérimaires augmente plus nettement (+1,9 %), mais cela est lié à un contrecoup de la baisse du deuxième trimestre (-2,3 %)

Le nombre d'intérimaires dans l'industrie augmente nettement : +3,0 % au 3e trimestre (+600 intérimaires). Cette augmentation est notamment due à la Fabrication de matériel de transport (+300 intérimaires).

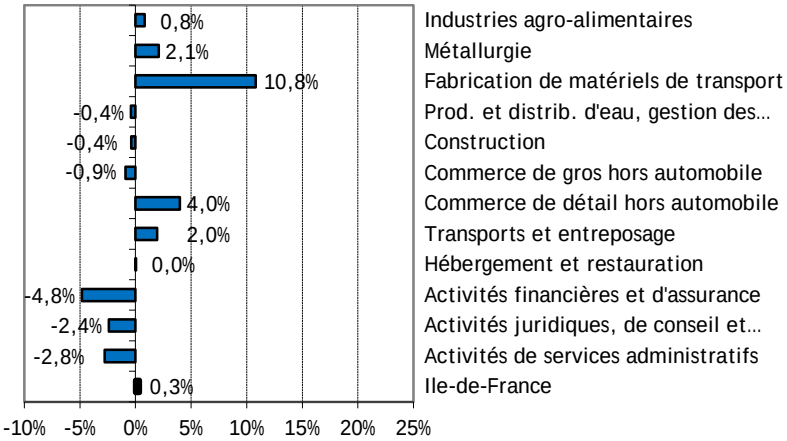
Dans le secteur de la construction, le nombre d'intérimaires baisse légèrement (−0,4 % soit −100 intérimaires) après deux trimestres de baisses plus importantes.

La stagnation du nombre d'intérimaires dans le tertiaire (-0,1 % au 3e trimestre) masque des évolutions disparates selon les sous-secteurs. Les Activités de services administratifs et de soutien perdent 400 intérimaires, tandis que l'Hébergement et restauration en récupère 600.

Nombre d'intérimaires en fin de trimestre
(données CVS)



Évolution du nombre d'intérimaires par rapport au trimestre précédent par principaux secteurs d'activité (données CVS)



Source : Dares, déclarations sociales nominatives (DSN) et fichiers de Pôle emploi des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

Accompagnement des mutations économiques

Les demandes d'activité partielle au 4e trimestre 2022

En Île-de-France, au cours du 4e trimestre 2022, le nombre d'autorisations d'activité partielle* notifiées par les services des Drieets/Ddets continue de baisser s'établissant à 2163. Elles correspondent à 48 millions d'heures autorisées à être chômées. La baisse du recours se poursuit mais les niveaux restent bien supérieurs à ceux constatés fin 2019 (1,2 million d'heures au 4T2019).

Paris, regroupe 27 % des demandes d'activité partielle dans la région, ce qui correspond à 5,6 millions d'heures autorisées. Les activités de services administratifs (26%), le transport et entreposage (26%) et l'hébergement restauration (20%) y sont toujours les secteurs les plus demandeurs.

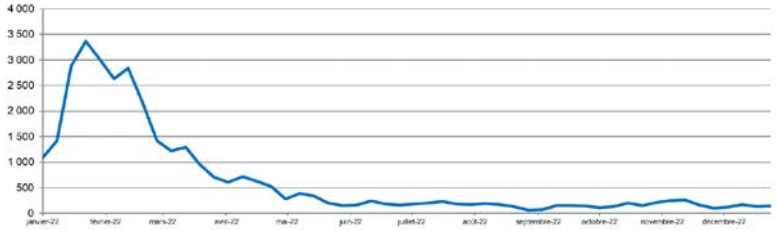
Entre le 1er mars 2020 et le 31 décembre 2022, plus de 624 000 décisions d'autorisations d'activité partielle ont été notifiées par les services de la Drieets/Ddets Île-de-France.

Cinq secteurs concentrent plus de 70 % du nombre d'heures autorisées : Arts, spectacles et activités récréatives (21%), fabrication de matériels de transport (15%), activités juridiques, comptables, de gestion (14%), hébergement-restauration (13%) et les activités de services administratifs et de soutien (11%).

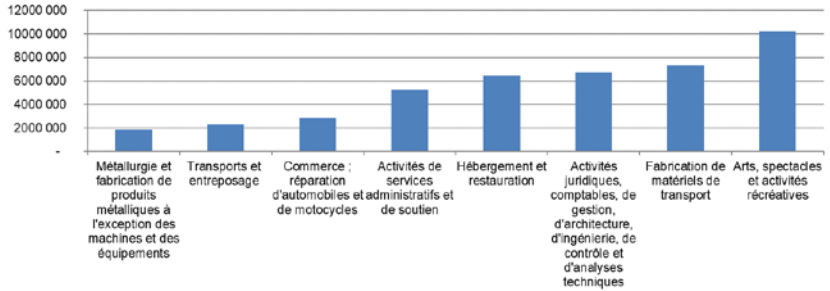
** Avant 2020, on utilisait dans cette synthèse uniquement les décisions ayant le motif de recours « Conjoncture économique ». Avec la crise sanitaire, tous les motifs ont été regroupés.*

Autorisations d'activité partielle et heures associées au T4 2022	Ile-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise
Autorisations	2 163	587	207	263	182	354	268	175	127
octobre	635	191	57	83	47	101	77	44	35
novembre	908	240	83	101	78	173	105	76	52
décembre	620	156	67	79	57	80	86	55	40
Heures (en milliers)	48 546	5 651	12 652	11 580	1 196	7 787	4 624	2 427	2 629
octobre	24 362	1 813	10 699	4 066	286	4 904	834	1 235	524
novembre	12 487	1 813	882	2 952	292	2 102	1 957	746	1 742
décembre	11 697	2 025	1 071	4 562	618	781	1 832	446	362

Évolution hebdomadaire du nombre d'autorisations d'activité partielle depuis le 1er janvier 2022



Secteurs d'activité qui concentrent le plus d'heures autorisées au 4e trimestre 2022



Source : Drieets UD - Traitement : Drieets / Sese.

Les plans de sauvegarde de l'emploi (PSE) et les ruptures conventionnelles collectives (RCC) au 4ème trimestre 2022

Au quatrième trimestre 2022, 34 procédures de PSE (Plan de Sauvegarde de l'Emploi) et 17 procédures de RCC (Rupture Conventionnelle Collective) ont été enregistrées en Île-de-France. 2542 emplois menacés* par des PSE et 1000 par des RCC ont été comptabilisés dans des établissements localisés en Île-de-France.

Après un second semestre 2020 et un premier trimestre 2021 marqués par une forte hausse des emplois menacés, les PSE et RCC sont revenus à leur niveau d'avant la crise sanitaire. Près de 50 000 emplois ont été menacés en 2020, et plus de 30 000 en 2021. En 2022, ce rythme s'est fortement ralenti, avec environ 12 000 emplois menacés sur la période: T1 2022 (3 000), T2 2022 (3 900), T3 2022 (1 900) et T4 2022 (3 500).

Au quatrième trimestre 2022, le secteur du commerce, réparation d'automobiles et de motocycles cumule le plus d'emplois menacés (1100). Le secteur de la recherche et développement scientifique est toutefois le plus affecté en proportion de l'emploi local qu'il représente, soit 500 emplois menacés correspondant à 1,2% des salariés de ce secteur. Le plus grand nombre d'emplois menacés est localisé dans les Hauts-de-Seine (1 800), département qui connaît également le plus fort impact sur l'emploi local (0,2%).

En 2022, quatre secteurs ont concentré plus de 55 % des emplois menacés par des PSE et des RCC : le commerce, réparation d'automobiles et de motocycles (3 400 emplois menacés), les transports et entreposage (1 300), les activités informatiques et services d'information (1 300) et la fabrication de matériel de transport (1 100).

** Le nombre d'emplois menacés correspond au nombre de ruptures de contrat enregistrées dans le système d'information SI RUPCO. Les données étant prévisionnelles et évolutives, elles surestiment les suppressions de postes qui seront finalement actées en fin de procédure.*

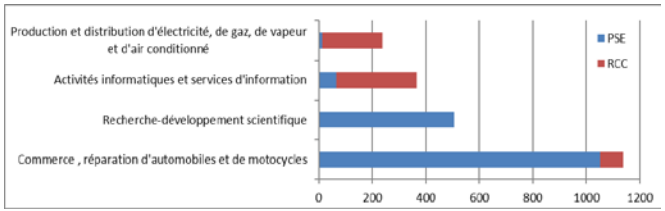
Procédures de PSE et de RCC enregistrées par les services de la DRIEETS d'Île-de-France

Répartition par unité départementale d'enregistrement	Île-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val d'Oise
PSE au T4 2022	34	13	2	1	2	12	3	1	0
PSE en 2022	143	52	6	8	5	48	14	8	2
RCC au T4 2022	17	5	1	1	0	9	0	1	0
RCC en 2022	53	20	2	4	2	19	3	3	0

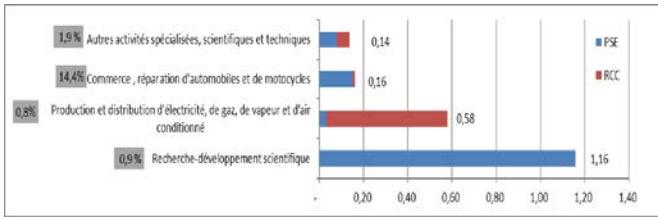
Nombre d'emplois menacés par des PSE et des RCC dans les établissements franciliens

Répartition par territoire impacté	Île-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val d'Oise
Emplois menacés par des PSE au T4 2022	2542	624	132	100	47	1125	308	136	70
Emplois menacés par des PSE en 2022	8434	3156	400	633	217	2387	1131	298	212
Emplois menacés par des RCC au T4 2022	1000	215	52	43	0	685	3	1	1
Emplois menacés par des RCC en 2022	3892	971	103	1189	70	1080	390	83	6

Secteurs d'activité concentrant le plus d'emplois menacés par des PSE et des RCC au T4 2022



Secteurs d'activité les plus affectés en proportion à l'emploi local au T4 2022



Poids dans l'emploi francilien (à gauche)
Emplois menacés dans l'ensemble des établissements localisés en Île-de-France pour 100 salariés (à droite)

Source : SI-RUPCO - Traitement : Drieets / Sese

PRÉFET
DE LA RÉGION
ÎLE-DE-FRANCE
Liberté
Égalité
Fraternité

Dossier Trimestriel de conjoncture

Évolutions récentes du marché du travail et de l'emploi en Île-de-France

Service Études Statistiques Évaluation

Directeur de publication : Gaëtan Rudant
Étude et réalisation : Service Etudes Statistiques Evaluation – idf.statistiques@drieets.gouv.fr
Direction régionale interdépartementale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités
19, rue Madeleine Vionnet – 93300 Aubervilliers
Tel. 01 70 96 13 00

Toutes les publications de la Drieets Île-de-France sont téléchargeables sur https://idf.drieets.gouv.fr

PRÉFET
DE LA RÉGION
ÎLE-DE-FRANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction régionale et interdépartementale
de l'économie, de l'emploi,
du travail et des solidarités